


cités
unies
france

la lettre de la. coopération décentralisée

**Février
2012**

Editorial	2
Evénement	3
Afrique	5
Amérique latine et Caraïbes	8
Asie	10
Méditerranée	12
Tourisme responsable.....	14
Thématiques.....	15
Eau - Assainissement.....	16
Institutions européennes	17
Agenda	18
Publications	20

Editorial



Mission d'étude à Fukushima, organisée par Cités Unies France pour les élus concernés par le nucléaire, du 16 au 19 janvier 2012

A l'initiative d'Yves Dauge, ancien sénateur d'Indre et Loire et adjoint au maire de Chinon, ville située à proximité de plusieurs centrales nucléaires, Cités Unies France a décidé d'organiser une mission d'étude à Fukushima, au Japon. Cette mission qui s'est déroulée du 16 au 19 janvier 2012 s'adressait aux élus des communes, départements et régions ayant des installations nucléaires sur leur territoire (lire la suite : page 10).

L'objectif était de manifester auprès du peuple japonais la solidarité des collectivités françaises. En même temps, il nous est apparu très utile de faire dialoguer des élus des deux pays. Le Japon, pays de même niveau technologique que la France, a été confronté à une succession de catastrophes : tremblement de terre, tsunami puis accident nucléaire. L'objet de la mission n'était évidemment pas d'accréditer l'idée que de telles situations pourraient se passer en France mais de voir les leçons que l'on pouvait en tirer.

Les questions des procédures d'alerte des évacuations de population, les rapports avec les autorités de l'Etat et avec l'industriel produisant l'électricité se posent dans les deux pays. Les élus français ont rapidement trouvé des sujets de discussions techniques précis avec leurs homologues japonais.

Au-delà, chacun a pu constater l'ampleur des dégâts du tsunami, et le courage et la détermination du peuple japonais pour en réparer les dégâts. L'accident nucléaire a mis chacun face à de difficiles interrogations concernant une décontamination quasi impossible en l'état des techniques. La question de l'opacité en matière d'information a pu être posée. Les élus français ont découvert que les maires japonais ont été très seuls face aux décisions à prendre. Evacuer en quelques heures des dizaines de milliers de personnes avec quelques cars n'est pas simple.

La rencontre avec Eisaku Sato, ancien gouverneur élu de Fukushima et persécuté pour s'être opposé à l'entreprise TEPCO, propriétaire de la centrale, a été édifiante pour toute la délégation et a montré que la démocratie est un combat permanent.

Cette mission a bénéficié du total soutien de l'ambassade de France au Japon et notamment du nouvel ambassadeur Christian Masset. Elle s'est faite en étroite collaboration avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR).

Nous pensons que cette diplomatie de collectivité à collectivité sur un sujet aussi grave relève parfaitement du rôle de Cités Unies France, et nous pourrions dans l'avenir rééditer de telles missions.

Bertrand Gallet
Directeur général





Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine

Service de presse

Paris, le 31 janvier 2012

Communiqué de presse

Plus de 200 élus et techniciens des collectivités françaises mobilisés pour les Troisièmes assises de la coopération décentralisée à Hébron en Palestine en janvier 2012.

Plus de 200 élus et techniciens de collectivités locales françaises se sont rendus à Hébron en Cisjordanie du 22 au 24 janvier 2012 pour participer aux troisièmes Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne organisées par Cités Unies France, présidées par M. Michel Delebarre, et le Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP), présidé par M. Claude Nicolet, en partenariat avec l'Association des villes palestiniennes (APLA), et avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères.

M. Salam Fayyad, Premier ministre de l'Autorité Nationale Palestinienne, et M. Henri de Raincourt, ministre français en charge de la Coopération, ont également honoré ces Assises de leur présence.

La forte mobilisation des élus français a témoigné de la vigueur de l'engagement des collectivités françaises au service du développement et de la démocratie locale. Dans le pourtour méditerranéen, les Territoires palestiniens sont respectivement les 2^{èmes} plus gros bénéficiaires de l'aide des collectivités françaises, en nombre de projets engagés. L'organisation de ces Assises à Hébron a contribué à renforcer les institutions locales palestiniennes et à favoriser le progrès démocratique et économique. La coopération décentralisée est un moyen concret pour la France d'aider à consolider les bases d'un futur Etat palestinien viable et démocratique.

Au total plus de 90 projets de coopération sont menés à Gaza et en Cisjordanie pour un total de deux millions d'euros par an investis par les collectivités territoriales françaises.

Cette manifestation fut, pour les collectivités françaises et leurs partenaires palestiniens, l'occasion de présenter et de discuter de ces nombreux projets de coopération menés dans les domaines du patrimoine, de soutien aux institutions palestiniennes via le développement économique, de l'eau et de l'assainissement, du tourisme, du développement urbain, mais aussi de l'engagement de l'Europe et de la place de la jeunesse et des femmes.



Evénement



Dans son discours d'ouverture, M. Claude Nicolet, président du RCDP, s'est réjoui de « l'adhésion de la Palestine à l'UNESCO avec le soutien de la France ce qui honore notre diplomatie, [et] ouvre de nouvelles perspectives de travail pour la coopération décentralisée notamment avec le classement au patrimoine mondial. Mais ce n'est qu'une étape et, je tiens à le dire, les collectivités locales françaises sont favorables à un vote positif de la France à l'adhésion de la Palestine à l'ONU. (...) Mais nous sommes aussi solidaires d'un peuple qui cherche son chemin vers la liberté et l'indépendance. Notre présence ici à vos côtés veut en porter témoignage. Cette liberté si longtemps attendue, si longtemps espérée sera un jour au rendez-vous. Et quand ce jour viendra nous serons simplement heureux de nous dire que nous y sommes peut-être un peu pour quelque chose.

Car nous n'ignorons rien des difficultés auxquelles vous êtes confrontés. L'occupation, la colonisation qui s'étend à Jérusalem comme ailleurs, la fragmentation territoriale et politique avec la bande de Gaza que nous ne voulons pas oublier, l'impact du Mur sur la géographie du pays entraînent des contraintes gigantesques.

Malgré tout cela, le peuple palestinien poursuit sa route et modestement nous l'accompagnons. Ce chemin est pour nous une évidence car c'est celui de la liberté, de l'honneur et du devoir. C'est aussi celui de la démocratie dans un monde arabe en pleine transformation. Transformation qui suscite une immense vague d'espoir mais qui se paye au prix fort. »

M. Henri de Raincourt a également insisté sur la nécessité pour les collectivités locales « de réfléchir aux moyens de développer des relations dans ces zones [Jérusalem-Est, la zone C et la bande de Gaza], difficiles d'accès sans doute mais incontournables pour le développement de la Palestine et la création de son Etat. »

M. Michel Delebarre a, pour sa part, mis en avant la nécessité absolue de « participer à la construction de la paix ». « J'ai eu le plaisir, en tant que Président de la Communauté urbaine de Dunkerque, d'accueillir, il y a neuf ans (décembre 2002) maintenant, une rencontre de maires de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Il s'agissait de tracer des pistes communes de développement. Cela est et restera un des grands moments de la coopération internationale de Dunkerque. Ce travail n'est pas terminé, aussi je me permets de vous lancer d'ores et déjà l'invitation: j'aimerais que puisse se tenir dans un an « Dunkerque plus 10 ». Aujourd'hui, au delà des simples engagements, mais néanmoins importants, j'aimerais ici vous traduire la détermination des collectivités françaises à participer au développement de la Palestine et cette invitation s'inscrit dans ce cadre. Nous souhaitons aider au renforcement des collectivités locales palestiniennes pour améliorer vos capacités à répondre aux besoins des populations. Dans ce contexte, nous souhaitons être un soutien à notre échelle à l'émergence d'un Etat Palestinien. C'est également pour cela, que nous accordons une grande importance à la qualité de notre relation avec l'APLA [l'Association des villes palestiniennes], a-t-il souligné. En effet, la légitimité d'un Etat se construit sur la place internationale mais aussi dans sa capacité à prendre en charge ses responsabilités sur son territoire pour le bien-être de ses citoyens. En ce sens, l'action des collectivités locales françaises dans leur soutien à la gouvernance locale contribue indirectement au renforcement de l'Autorité palestinienne et je crois profondément à cette démarche. »



Pour plus d'informations sur cet événement :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1414>

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

La prochaine réunion du groupe-pays Bénin

La prochaine réunion du groupe-pays Bénin aura lieu le mercredi 28 mars (matin) 2012, dans les locaux de Cités Unies France.

La Cour constitutionnelle du Bénin plaide pour le vote électronique, le 23 janvier 2012

Le président de la Cour constitutionnelle du Bénin, Robert Dossou, plaide pour le vote électronique lors des prochaines consultations électorales, en vue d'éviter certaines difficultés liées au vote manuel.

(Source : http://www.africatime.com/benin/nouvelle.asp?no_nouvelle=647781&no_categorie=1)

BURKINA-FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin et adjoint au maire de Guéret

Réunion du groupe-pays Burkina Faso, le 27 janvier 2012

La réunion du groupe-pays Burkina Faso s'est tenue dans les locaux de Cités Unies France, le 27 janvier.

Les sujets suivants ont été abordés : restitution de plusieurs rencontres nationales organisées au Burkina Faso et en France ; la situation alimentaire et nutritionnelle du pays, la décentralisation et la coopération décentralisée en milieu rural, la stratégie de croissance accélérée pour le développement durable.

Audrey Chenal remplace désormais Marion Avroin, au poste de chargée de mission coopération décentralisée au sein du Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Burkina Faso (contact : audrey.chenal@diplomatie.gouv.fr).

Tenue du comité de pilotage du programme « tripartite », le 26 janvier 2012

Un comité de pilotage du programme concerté « Programme d'approvisionnement en eau potable et assainissement au profit de neuf communes au Burkina Faso » s'est tenu le 26 janvier 2012 afin de faire le point sur l'avancée des activités et de fixer la programmation des activités de l'année à venir. Le recrutement des agents des services techniques municipaux de l'eau et de l'assainissement est désormais en cours.

SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Africités 2012

La 6^{ème} édition du Sommet « Africités » se tiendra à Dakar, du 4 au 8 décembre 2012, autour du thème suivant : « Construire l'Afrique par ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ».

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général délégué au conseil général de l'Eure

Prochaine réunion du groupe-pays Madagascar, le 26 janvier 2012

Le groupe-pays Madagascar s'est réuni pour faire le point sur l'actualité politique et institutionnelle ainsi que sur la formation des agents et élus territoriaux. La participation du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) a été particulièrement appréciée. La prochaine réunion du groupe-pays se tiendra le 27 mars 2012, sur le thème de la formation professionnelle.

Appel à propositions européen sur la sécurité alimentaire

À titre informatif, la délégation de l'UE à Madagascar a lancé un appel à proposition dans le cadre du programme sécurité alimentaire. Ce programme a pour objectif l'amélioration des conditions de vie et de la résilience des populations vulnérables vivant autour de quatre parcs et réserves nationaux du Nord Est de Madagascar (EuropeAid/132173). Doté d'un budget de 1,1 million d'euros (soit 3 milliards d'Ariary), il est ouvert jusqu'au 6 mars 2012. La délégation octroiera trois lots de subventions, allant de 80% à 100%. Cet appel s'adresse aux centres de recherche, universités et organisations non-gouvernementales.

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Réunion du groupe-pays Niger, le 7 février 2012

La prochaine réunion du groupe-pays Niger se tiendra le mardi 7 février, de 11h00 à 13h00 et abordera principalement : les questions d'actualité au Niger et en particulier la situation alimentaire ; le bilan des rencontres de Saint Brieuc en septembre dernier ; le calendrier prévisionnel et les objectifs du groupe-pays pour 2012.

Le comité de pilotage ANIYA se réunira ensuite, de 14h00 à 17h00. Au cours de cette réunion, les collectivités membres dresseront les bilans moraux et financiers des activités menées lors de la première année de programme, et valideront la programmation d'actions pour 2012.

ACTUALITÉS MALI

Mali : le gouvernement arrête un calendrier pour les élections de 2012

Le gouvernement malien fixe au 29 avril 2012, le premier tour de l'élection présidentielle. Le même jour, un référendum constitutionnel sera également organisé. Le deuxième tour est prévu pour le 13 mai 2012.

Et quant aux élections législatives, les deux tours sont prévus pour les 1er et 22 juillet 2012.

(Source :

<http://www.rfi.fr/afrique/2011019-mali-le-gouvernement-arrete-calendrier-elections-2012>

Le commissaire au développement en visite au Mali, le 23 novembre 2011

Le 23 novembre, le Commissaire au Développement, Andris Piebalgs, s'est rendu en visite officielle au Mali.

Une rencontre avec les représentants des Etats membres présents sur place a permis d'échanger les points de vue sur la situation locale, mais également d'exposer les principaux axes du programme pour le changement qui doit encadrer la politique de l'UE pour les prochaines années.

(Source : http://eeas.europa.eu/delegations/mali/press_corner/all_news/news/2011/2011123_fr.htm)

Les premières Assises européennes de la jeunesse d'origine malienne

Le Conseil de Base des Maliens de France (CBMF) et le Groupe Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR) en partenariat avec cinq autres partenaires, lancent le site consacré au projet « des Assises européennes de la jeunesse d'origine malienne ».

Les premières Assises européennes de la jeunesse d'origine malienne auront lieu en juin 2012 à Paris.

Pour plus d'informations :

<http://www.jeunesse-mali-europe.eu/>

MALI

Président du groupe-pays: Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

Suite des Assises de la coopération décentralisée à Bamako, décembre 2011

Après confirmation par le président du groupe-pays Mali, la prochaine réunion aura lieu le jeudi 22 mars 2012, de 10h00 à 16h00, dans les locaux de Cités Unies France. Cette rencontre portera principalement sur :

- la restitution des Assises de la coopération décentralisée qui se sont tenues à Bamako en décembre 2011 ;
- le contexte social, politique, économique et culturel au Mali ;
- la réflexion engagée en 2011 sur la formation des cadres territoriaux.



L'un des objectifs de cette rencontre est d'engager les acteurs sociaux et politiques dans un travail de clarification des enjeux de la gouvernance locale, en tenant compte de la diversité des contextes socioculturels, économiques et institutionnels dans une période de mondialisation accélérée.

Projet d'appui au co-développement Mali - Appel à propositions « développement local » 2012

La cellule technique du co-développement a lancé le 5 janvier 2012, dans le cadre du Projet d'appui au co-développement Mali, sur financement du Fonds européen de développement (FED), un nouvel appel à propositions développement local doté d'un montant global de 368 millions de Fcfa (environ 561 000 euros).

L'appel à projets vise à promouvoir et renforcer la participation de la diaspora malienne au développement socio-économique du Mali, à travers deux composantes : l'appui aux projets structurants et productifs, dotée de 245 millions de FCFA (environ 374 000 euros) ; et l'appui aux projets d'amélioration du cadre de vie des populations, dotée de 123 millions de FCFA (environ 187 000 euros).

Le montant accordé par projet est compris entre 15 et 30 millions de FCFA. La durée des projets est comprise entre 4 et 12 mois.

Les lignes directrices de l'appel à propositions, les formulaires de demande et annexes à fournir sont téléchargeables sur le site :

<http://codeveloppementmali.org>.

Sont éligibles : les ONG, les organisations paysannes (ouest africaines) et organismes de recherche et/ou de formation. Date limite de soumission de la note succincte : **le 7 mars 2012.**

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Prochaine réunion du groupe-pays Togo, le 9 février 2012

La prochaine réunion du groupe-pays Togo se tiendra dans les locaux de Cités Unies France, de 10h00 à 13h00.

Les points suivants sont inscrits à l'ordre du jour: l'état d'avancement du processus de décentralisation au Togo, l'Union des Communes du Togo (UCT) et la coopération décentralisée, la mission de la présidente du groupe-pays Togo ainsi que le programme concerté de promotion et de renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise (2007-2011).

Appel à projets « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » de la Fondation de France et du CFSI

La Fondation de France et le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) lancent pour la deuxième fois, en 2012, un programme de renforcement de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest.

Il a pour objectif général de promouvoir des initiatives locales de renforcement de l'accès à l'alimentation par une agriculture familiale africaine viable et durable, pour en partager les acquis à des échelles plus vastes.

Il s'agit d'améliorer et sécuriser la production, la transformation, la conservation et la commercialisation de produits agricoles et d'en assurer l'accès aux consommateurs urbains pauvres, par des actions concrètes innovantes. Un second objectif est de partager entre acteurs locaux, nationaux et internationaux, les connaissances acquises à travers les actions soutenues dans le cadre du programme, et d'en tirer des enseignements globaux.

L'appel à projets ainsi que les lignes directrices et le dossier de demande de subvention (fichier Word et Excel) sont téléchargeables au lien suivant : <http://www.cfsi.asso.fr/content/appel-%C3%A0-projets-promotion-de-lagriculture-familiale-en-afrique-de-louest-de-la-fondation-de-france>.

La date limite de réception des dossiers est fixée au jeudi 29 mars 2012.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukou, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo)
Courriel : c.koukou@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)
Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député-maire d'Argenton-sur-Creuse

ACTUALITES MAURITANIE

Flambée exorbitante des prix des denrées de première nécessité

Depuis plusieurs mois déjà les Mauritaniens ont assisté à une flambée exorbitante des prix des denrées de première nécessité, engendrant une situation socioéconomique des plus difficiles pour la plupart d'entre eux.

Ces hausses importantes concernant les produits de base, mais aussi le carburant et le gaz butane.

(Source : http://cridem.org/C_Info.php?article=625244)

La France fait un don de 650 000 euros au Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) a reçu une contribution de la France d'un montant de 650 000 euros (soit 231 millions d'Ouguiya) pour prévenir la malnutrition infantile en Mauritanie.

(Source : http://www.france-mauritanie.mr/article.php3?id_article=480)



6^{ème} édition

4 - 8 décembre 2012

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Deux ans après : point sur la reconstruction en Haïti

Le 12 janvier 2010, Haïti fut frappé par un séisme de forte magnitude qui a fait plus de 200 000 morts et dévasté une grande partie du pays. Aujourd'hui, deux ans après, le processus de reconstruction s'avère lent et difficile (500 000 personnes vivent toujours dans les camps). Sur les 4,6 milliards de dollars d'aide aux projets et d'aide budgétaire promis seuls sur 2 ans, 2,4 milliards de dollars ont été déboursés à ce jour par l'ensemble de la communauté internationale. Un ralentissement dans le versement de l'aide a été constaté en 2011 et peut s'expliquer en partie par l'absence de contrepartie haïtienne : le président élu en mai n'a pris ses fonctions qu'en novembre.

À l'heure actuelle, le débat persiste autour du devenir de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti dont l'objectif était de débattre de la stratégie de reconstruction et dont le mandat devait prendre fin le 21 octobre 2011. Cette commission devait ensuite faire place à une agence de développement haïtienne prévue par la loi haïtienne. Or, faute de proposition de loi, elle ne fut jamais instaurée. Le Fonds pour la reconstruction d'Haïti, qui expirera en 2017, resterait a priori le seul lieu de coordination des bailleurs.

L'État français a, quant à lui, promis 326 000 000 euros d'aide budgétaire. En août 2011, 193 000 000 ont été déboursés dans différents secteurs dont la planification urbaine, la santé et l'éducation.

Le rôle des collectivités territoriales est primordial dans la reconstruction car elles s'attachent à contribuer au développement à échelle locale.

Pour plus d'informations : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/haïti/haïti-deux-ans-plus-tard/>

AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée, conseil général du Val-de-Marne

Coopération française au Nicaragua

Chantal Bourvic, présidente du groupe-pays Amérique centrale et Cuba, accompagnée de Felicia Medina et de Marie-Christine Delacroix, ont rencontré à Managua, début janvier 2012, Antoine Joly, ambassadeur de France au Nicaragua, ainsi que les collectivités nicaraguayennes partenaires des collectivités françaises et les ONG engagées dans le pays.

Cette rencontre a permis d'amorcer la mobilisation centre-américaine et cubaine pour l'organisation d'un séminaire de la coopération décentralisée France-Amérique centrale et Cuba. Ce séminaire à l'initiative de l'Ambassade de France au Nicaragua et de l'Institut Français d'Amérique Centrale (IFAC) se déroulera au Nicaragua, fin novembre 2012. Elle a également permis de dresser un tableau des coopérations existantes entre collectivités françaises, nicaraguayennes, salvadoriennes et cubaines.



(De gauche à droite : Antoine Joly, ambassadeur de France au Nicaragua, Felicia Medina, chargée de mission de Cités Unies France, et Chantal Bourvic, présidente du groupe-pays Amérique centrale et Cuba)

Colloque « la paix est possible : El Salvador 1992-2012 »

Le colloque intitulé : « La paix est possible : El Salvador 1992-2012 » organisé par l'ambassade d'El Salvador en France, Sciences Po Paris, la Maison de l'Amérique latine, l'Ambassade du Mexique en France, et le ministère des Affaires étrangères et européennes, a eu lieu le 27 janvier 2012 à Sciences Po-CERI (56 rue Jacob, 75006 Paris). Il a été l'occasion de commémorer le vingtième anniversaire de la signature des accords de paix d'El Salvador en analysant le contexte, le processus de négociation, la mise en place des accords et ses répercussions.

ARGENTINE

Président du groupe-pays : Pierre-Marie Blanquet, vice-président du conseil général de l'Aveyron

La prochaine réunion du groupe-pays Argentine

La réunion du groupe-pays Argentine aura lieu le 9 février 2012 en présence de Pierre-Marie Blanquet, président du groupe-pays, vice-président du Conseil général de l'Aveyron et de l'Ambassade d'Argentine en France. Les collectivités territoriales pourront discuter de l'organisation du deuxième forum franco-argentin de la coopération décentralisée qui doit avoir lieu en France, au deuxième semestre 2012. Il s'agit de déterminer le lieu et la date précise du forum ainsi que ses thématiques. Le bilan des deux appels à projet France-Argentine est également prévu à l'ordre du jour.

Amérique latine & Caraïbes

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

4^{ème} comité de pilotage du programme franco-brésilien « Mosaïques des Aires protégées »

Le programme « Mosaïques » vise à mettre en œuvre une stratégie de développement durable des territoires. Il intègre les aspects de valorisation des activités économiques, d'aménagement du territoire, d'identité locale et de participation des acteurs locaux aux projets de gestion territoriale. Les acteurs français du programme et son chef de file (la Région Nord-pas-de-Calais) sont regroupés au sein d'une plateforme d'animation qui se réunit en comité de pilotage.

Le 4^{ème} comité de pilotage a eu lieu le 12 janvier 2012 pour faire un point sur les perspectives de la coopération franco-brésilienne dans le cadre du programme Mosaïques et sur une possible ouverture du réseau à l'Argentine et au Sénégal.

Les institutions publiques brésiliennes sont favorables au programme Mosaïques. La directrice des Aires protégées au ministère brésilien joue un rôle central dans cette dynamique. Les projets actifs sont les suivants :

- Collectivité territoriale de Corse avec Bahia (visite technique dans l'Extrême Sud de Bahia et Chapada Diamantina) ;
- Conseil régional de Rhône-Alpes avec Lagamar, et le Corridor Araucaria ;
- Conseil régional Nord-Pas de Calais avec Sertaõ Venedas Peruaçu et Itabira ;
- Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur avec Ihao Marinhos dans le littoral nord de São Paulo.

Concernant l'ouverture du réseau à l'Argentine, un accord de coopération régionale a été signé entre le Conseil régional de Rhône-Alpes et la province de Mendoza sur les parcs naturels. La Fondation Proyungas (spécialisée dans la gestion de réserves de biosphère et l'écotourisme) facilite la coopération tripartite France-Brésil-Argentine sur le développement de la coopération scientifique, technique et universitaire axée sur les problématiques de gestion environnementale et inclusion sociale, et dispose de contacts avec les universités de Lille, Rio et Jujuy.

L'ouverture au Sénégal pourrait s'effectuer à travers la création de liens entre collectivités territoriales brésiliennes et sénégalaises qui ont respectivement un partenariat avec le Conseil régional du Nord-Pas de Calais.

Pour plus d'informations sur le programme Mosaïques d'Aires Protégées : <http://www.parc-naturels-regionaux.fr/fr/approfondir/poles-europe-international.asp?op=poles-europe-international-parcs-et-cooperation>

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Amérique centrale et Cuba, Argentine, Brésil, Haïti)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

MEXIQUE

Rencontres franco-mexicaines de la coopération décentralisée, les 22 et 23 février 2012

La communauté urbaine de Bordeaux accueillera cette première édition française des rencontres de la coopération franco-mexicaine.



Organisées sur deux jours, elles comprendront quatre ateliers thématiques, des temps dédiés aux rencontres et échanges entre partenaires ainsi que des visites de terrain. L'ensemble des informations et modalités de participation sont en ligne sur la page d'accueil du site de Cités Unies France.

Solidaire du chocolat, deuxième édition de la régates transatlantique « La Route Solidaire du Chocolat »

La deuxième édition de la « Solidaire du Chocolat » partira de Saint-Nazaire le 11 mars 2012 pour arriver au port de Progreso, dans le Yucatán, en avril 2012. Cette manifestation est le fruit de la coopération décentralisée entre collectivités territoriales françaises et mexicaines.

L'ambassadeur de France au Mexique, Daniel Parfait, a participé, le mardi 10 janvier 2012, à la Casa de Francia de l'Institut Français d'Amérique Latine (Mexico), au lancement de la seconde édition de la régates transatlantique en présence d'Yvonne Ortega Pacheco, gouverneur du Yucatán. La particularité de cette course réside en ce que chaque bateau inscrit doit soutenir financièrement une action de solidarité internationale.

Pour plus d'informations :

<http://www.latitudefrance.org/2e-edition-de-la-regate-transatlantique-La-Route-Solidaire-du-Chocolat.html>

ACTUALITÉS JAPON

Quatrième réunion du comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, à Cités Unies France (date à préciser)

La quatrième réunion du comité de pilotage français aura lieu en mars 2012. La date de cette réunion sera précisée et communiquée prochainement. Cette réunion fera le point sur le programme à Compiègne et à Chartres, la participation des collectivités françaises et sur leur choix d'ateliers et de sous-thèmes.

Toutes les collectivités françaises qui souhaitent participer et intervenir lors des Troisièmes Rencontres sont priées de confirmer leur participation dès que possible. Le comité de pilotage français invite toutes les collectivités participantes à choisir entre les différents ateliers et sous-thèmes, mais également à proposer d'autres sous-thèmes intéressants pour leur collectivité.

Sur le site Internet de Cités Unies France, à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1179>, se trouvent toutes les informations importantes concernant la préparation des Troisièmes Rencontres, parmi lesquelles :

- le programme prévisionnel
- la liste des ateliers et des sous-thèmes proposés
- la liste : « Intention de participation des collectivités françaises et japonaises aux Troisièmes Rencontres 2012 »
- les informations sur le « Prix pour la coopération exemplaire franco-japonaise »
- les comptes-rendus des réunions du comité de pilotage français.

Fonds de solidarité pour le Japon de Cités Unies France

Cités Unies France rappelle qu'après le séisme et le tsunami dévastateurs qui ont touché l'archipel nippon le 11 mars dernier, un fonds de solidarité pour le Japon a été ouvert aux collectivités territoriales désireuses de venir en aide au peuple japonais. Cités Unies France tient à remercier sincèrement les collectivités ayant déjà abondé ce compte bancaire spécial « Collectivités territoriales – Séisme Japon ». L'argent recueilli est destiné aux collectivités japonaises sinistrées et sera distribué en collaboration avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR). Un premier versement est prévu fin février 2012.

Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1228>

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel BERLEMONT, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

Mission à Fukushima : « Conséquence et gestion territoriale d'une catastrophe », du 16 au 19 janvier 2012



Cités Unies France a organisé, notamment pour les élus des communes, des départements et des régions françaises concernées par le nucléaire, la mission à Fukushima, du 16 au 19 janvier derniers. Cette mission avait pour objectif de manifester auprès du peuple japonais la solidarité de collectivités françaises et en même temps de tirer les

enseignements d'un drame survenu dans un pays ayant le même niveau de développement que la France. Elle a bénéficié du soutien de l'Ambassade de France à Tokyo et du Centre Japonais des Collectivités Locales - CLAIR.

Un rapport de cette mission sera bientôt disponible sur le site de Cités Unies France.



Extrait du reportage de Philippe Mesmer sur la mission : « A Fukushima, des maires français face à 'l'ennemi invisible' », paru dans Le Monde, le 2 février 2012

« ...Une vraie carte postale qui séduit Yves Dauge comme les sept autres élus français venus passer quelques jours dans ce département du nord-est du Japon. Avec un objectif : 'Voir comment les autorités locales japonaises gèrent la crise nucléaire et ses conséquences.' Partant du constat que l'accident de mars 2011 à la centrale Fukushima Dai-ichi a marqué les esprits au Japon comme en France, Cités Unies France, organisation française de promotion des collectivités locales à l'international, et son équivalent japonais CLAIR ont organisé, du 16 au 19 janvier, ce voyage réservé à des élus de collectivités voisines de sites nucléaires, La Hague (Manche), Chinon ou encore Fessenheim (Haut-Rhin).

(...) Cette pollution radioactive a été baptisée d'"ennemi invisible" par Norio Kanno, le maire d'Iitate, village qui avait misé sur l'agriculture bio et qui se situe à l'intérieur des terres, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de la centrale. Les 6 000 habitants ont dû l'évacuer, car il a eu la malchance de se trouver sur la route du nuage hautement radioactif émis dans les premiers jours de la crise. "Nous avons été victimes d'un caprice du vent", regrette Norio Kanno, rencontré à Iino, dans la banlieue de la ville de Fukushima, où se trouve désormais sa mairie. »

(Source : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/01/a-fukushima-des-maires-francais-face-a-l-ennemi-invisible_1637285_3244.html)

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal de Toulouse, député européen

Réunion groupe-pays Vietnam du 6 janvier 2012

Le groupe-pays Vietnam s'est réuni avec son président Kader Arif, le 16 janvier dernier, dans les locaux de Cités Unies France.

Cette réunion a été l'occasion pour une vingtaine de participants de parler sur leurs projets et de confirmer le dynamisme des coopérations franco - vietnamiennes.

Cette rencontre a également permis aux participants de discuter de l'organisation des prochaines Assises de la coopération décentralisée franco - vietnamienne qui auront lieu à Brest en juin 2013. Le compte-rendu de cette réunion est disponible sur le site de Cités Unies France.

Nouveaux interlocuteurs Vietnam :

- **Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) : Maurille Bérrou**, chargée des coopérations décentralisées Asie et Océanie, elle remplace Jérôme Duplan à ce poste.

Tél. : 01 43 17 62 71

- **Ambassade de France au Vietnam : Aurore Souris**, chargée de mission, coopération décentralisée et non gouvernementale, elle remplace Coralie Cyprien au SCAC.

Tél. : (84-4) 39 44 57 96

INDE

Président du groupe-pays Inde : Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des départements de France

L'Inde, pays à l'honneur au prochain Forum pour la coopération internationale des collectivités (Palais des Congrès de Paris, 2 et 3 juillet 2012)

Les collectivités françaises engagées en coopération décentralisée avec une autorité locale indienne et voulant s'investir dans la préparation du prochain Forum pour la coopération internationale des collectivités, notamment pour faire venir leurs partenaires à cette occasion, peuvent s'adresser dès à présent à Sarah Schönfeld, s.schonfeld@cites-unies-france.org, 01 53 41 81 82.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

CHINE

Président du groupe-pays Chine : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, délégué aux relations internationales et européennes

Vers des réunions par ensembles géographiques ?

La dernière réunion du groupe-pays s'est tenue à l'ARF le 17 janvier 2012. Le compte-rendu de ces échanges sera bientôt en ligne sur notre site Internet. Bernard Soulage a proposé aux collectivités membres du groupe de se réunir par province. Par exemple, une réunion Sichuan sera organisée bientôt pour toutes les collectivités françaises engagées dans cette province. Si des collectivités françaises sont intéressées par la démarche, elles doivent se manifester auprès de Sarah Schönfeld (s.schonfeld@cites-unies-france.org, 01 53 41 81 82) et de Maryse Dusselier (mdusselier@arf-regions.org, 01 45 55 82 48).

Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise 2012

Les prochaines Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise se tiendront à l'horizon 2015. Entre temps, des rencontres intermédiaires seront organisées sur des thèmes précis : les prochaines rencontres, accueillies par le conseil régional Ile-de-France, se tiendront en octobre ou en novembre 2012, sur le thème du développement urbain durable.

ACTUALITÉ INDE

La prochaine réunion du groupe-pays Inde

La prochaine réunion du groupe-pays Inde se tiendra dans les locaux de Cités Unies France le 4 avril 2012. L'ordre du jour détaillé sera mis en ligne sur le site Internet de CUF courant du mois de mars. Elle contribuera à préciser notamment comment mettre l'Inde à l'honneur (thématique de conférence, délégation indienne à faire venir etc.) en juillet prochain.

Méditerranée

ACTUALITÉ ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

L'Algérie a adopté le projet de loi relatif au code communal et au code des wilayas

Faisant suite au discours du président Bouteflika du 15 avril 2011, annonçant des réformes en profondeur, l'Algérie a entériné le projet de loi relatif au code communal et au code des wilayas.

Cette réforme, qui s'inscrit dans un esprit de déconcentration et de décentralisation, est censée apporter plus d'autonomie aux communes et aux wilayas, notamment dans le domaine du développement économique.

TUNISIE

Présidente du groupe-pays : Latifa Chay, adjointe au maire de Romans sur Isère

Assises de la coopération décentralisée franco-tunisienne

En liaison avec la Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) et Cités Unies France, l'Ambassade de France à Tunis a proposé d'organiser des assises de la coopération décentralisée tuniso-françaises à l'automne 2012.

Ce sujet sera discuté lors de la prochaine réunion du groupe-pays Tunisie.

Réunion du groupe-pays Tunisie

Une réunion du groupe-pays Tunisie sera organisée au premier trimestre 2012 afin de faire un point sur la situation politique et les différentes initiatives en cours (séminaire sur la décentralisation, assises de la coopération décentralisée etc.). Les membres du groupe-pays recevront une invitation prochainement.

ACTUALITÉ LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

La réunion du comité de pilotage du programme concerté Liban, le 7 mars 2012

Cette réunion permettra de faire le point sur l'organisation du programme et les prochaines échéances. L'ordre du jour sera prochainement téléchargeable sur le site de Cités Unies France.

ACTUALITÉ ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Tensions suite à un rapport français

Un rapport d'information pour la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale a provoqué de vives critiques en Israël. Ce rapport présente la gestion de l'eau par Israël comme « révélatrice d'un apartheid au Moyen-Orient », une terminologie « extrême » selon Israël qui voit là l'absence d'un « esprit critique professionnel ».

ACTUALITÉS TUNISIE

Célébration du premier anniversaire de la « Révolution du Jasmin » : l'espoir du changement

Samedi 14 janvier 2011 a été commémoré l'anniversaire de la « Révolution du Jasmin » en Tunisie, la locomotive du mouvement du « printemps arabe ».

Le gouvernement de Hamed Jechali, le nouveau Premier ministre islamiste du parti Ennahda, appuyé par le Congrès pour la République (CPR), Ettakol, dirigeant du ministère de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères, et Moncef Marzouki, détenu politique sous Ben Ali, et aujourd'hui, président de la République, ont salué un « jour de fierté » pour la Tunisie.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a également félicité le peuple tunisien pour leur action qui constitue un modèle pour le monde arabe et porte un message d'espoir au monde entier.

Mais après un an, la révolution n'a pas encore atteint tous ses objectifs. Dans une difficile situation économique, la Tunisie doit encore faire face à un fort chômage (800 000 chômeurs), et à un recul de l'investissement.

À l'occasion de sa visite en Tunisie, l'Emir du Qatar, le Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, a signé des accords de coopération pour le financement d'importants projets en faveur des régions défavorisées de l'intérieur et exprime sa volonté de contribuer à un fonds de solidarité pour les « martyrs » de la révolution.

Pour plus d'informations :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/social/20120113.FAP9692/la-tunisie-celebre-l-anniversaire-de-la-revolution-du-jasmin.html>

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Assises franco-palestiniennes, du 22 au 24 janvier 2012, à Hébron

Plus de quarante délégations françaises se sont rendues à Hébron, en Cisjordanie, du 22 au 24 janvier 2012, pour participer aux troisièmes Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne. Ces Assises ont été organisées par Cités Unies France et le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP), en partenariat avec l'Association des villes palestiniennes (APLA), et avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères et européennes.



Salam Fayyad, Premier ministre de l'Autorité Nationale Palestinienne, et Henri de Raincourt, ministre français en charge de la Coopération, ont également honoré les Assises de leur présence.

Cette manifestation fut, pour les collectivités fran-

çaises et leurs partenaires palestiniens, l'occasion de présenter et de discuter de leurs nombreux projets de coopération dans les domaines du patrimoine, du soutien aux institutions palestiniennes via le développement économique, de l'eau et de l'assainissement, du tourisme, du développement urbain, mais aussi de l'engagement de l'Europe et de la place de la jeunesse et des femmes.

Dans son discours d'ouverture, **Michel Delebarre**, président de Cités Unies France, ancien ministre d'État, sénateur-maire de Dunkerque et président de la Communauté urbaine de Dunkerque a rappelé que « depuis les accords d'Oslo, l'engagement des collectivités locales françaises, pour la promotion de la paix au Proche-Orient, est un fait important. Nous croyons toujours que la coopération décentralisée est un moyen important pour apporter notre soutien à la construction d'une paix durable dans la région. (...)

Claude Nicolet, président du RCDP, s'est réjoui de « l'adhésion de la Palestine à l'UNESCO avec le soutien de la France ce qui honore notre diplomatie, [et] ouvre de nouvelles perspectives de travail pour la coopération décentralisée notamment avec le classement au patrimoine mondial. Mais ce n'est qu'une étape, et je tiens à le dire, les collectivités locales françaises sont favorables à un vote positif de la France à l'adhésion de la Palestine à l'ONU. (...)

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COÉPPO)

Linda Naili, chargée de mission (Algérie)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS PALESTINE

Le chef du Hamas, Khaled Mechaal, ne renouvellera pas son mandat

Le chef du Hamas, Khaled Mechaal, a annoncé qu'il ne renouvellerait pas sa candidature à la tête du parti politique. Une annonce attendue au regard des nombreuses dissensions qu'il entretient avec une partie du mouvement politique, notamment avec le Premier ministre, Ismaël Haniyé. Une attention particulière est portée à l'identité du successeur, désigné par le conseil consultatif, car il s'agit là d'un poste clé ayant une incidence directe sur la politique intérieure palestinienne.

Selon un accord signé le 6 février 2012, à Doha, par le Fatah et le Hamas, il semblerait que le Président Mahmoud Abbas puisse diriger un gouvernement transitoire chargé de préparer des élections à une date non précisée. Ceci semble confirmer l'accord de réconciliation conclu entre les deux mouvements palestiniens en avril 2011. La formation du gouvernement provisoire sera annoncée lors d'une réunion de l'OLP le 18 février.



Tourisme responsable

ACTUALITÉ TOURISME RESPONSABLE

« Le Tourisme rural, l'avenir des territoires », article paru dans le dernier numéro d'Altermondes, souligne l'engagement des collectivités françaises sur le tourisme responsable comme outil de développement local



Cités Unies France, via le groupe thématique tourisme responsable, accompagne les initiatives de coopération décentralisée en matière de tourisme responsable. Comme cela apparaît dans le dossier, les nouvelles formes de tourisme responsable, qui plus est en zone rurale, apportent à la fois un complément d'activité aux populations et une revitalisation du territoire.

Véritable filière, fédérant les initiatives locales, les réseaux de voyageurs solidaires, les organisations paysannes et les collectivités locales, le tourisme rural répond à de nouvelles attentes des voyageurs, et styles de consommation.

Cet article est l'occasion de montrer une approche différente des problématiques rurales en proposant un outil de gestion du territoire (conservation des paysages, de la culture, des terroirs, etc.) et des opportunités de diversification (formations, accueil, débouchés et filières courtes, etc.).

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

Réunion multi-acteur - Plate-forme Coopération et Tourisme Responsable (PFCTR) Chine : un outil de partage à l'effet multiplicateur

La réunion du 17 janvier a mis à l'honneur la Chine, dans le cadre d'une journée hébergée par l'Association des Régions de France (ARF). Se sont succédé une réunion plateforme Chine, organisée au cours de la matinée, ainsi qu'une réunion groupe-pays Chine, présidée, au cours de l'après-midi, par Bernard Soulage et coordonnée par Mme Lattoni.

Christine Garnier, directrice des relations internationales de Franche-Comté, a été associée au cours de cette journée afin d'évoquer le déroulement du premier projet mis en œuvre dans le cadre de la plateforme. Pour rappel, la logique défendue par la PFCTR est celle de la mise en place d'une démarche multi-acteurs sur un territoire-pilote.

Cette rencontre a également permis de présenter le projet Anhui/Franche-Comté, dédié au développement du tourisme en zone rurale. Une initiative de ce type permet de réunir des partenaires étatiques (la Chine et la France), des acteurs associatifs (petites cités de caractère) ainsi que des réseaux de professionnels.

L'approche touristique en Chine est, plus qu'ailleurs, liée à l'attractivité des territoires et aux considérations économiques. Dans ce contexte, l'approche territoriale, apport majeur et spécificité française, constitue un élément incontournable de la mise en tourisme durable des destinations chinoises.

Cette journée d'échanges et de mutualisations s'est terminée sur la proposition du secrétariat de la PFCTR d'appuyer la Franche-Comté dans sa volonté de renouveler le projet-pilote sur l'un des 100 villages ciblés par les autorités chinoises.

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **Accueil Paysan** tiendra en France un événement international, rassemblant son réseau mondial, dans les quinze premiers jours d'avril. Une journée d'échanges sur la coopération décentralisée sera organisée le 12 avril 2012.
- **La prochaine réunion de la PFCTR sera dédiée au Maroc** afin de pouvoir étudier une possible édition marocaine du FITS (cette nouvelle édition devrait avoir lieu les 1er et 2 novembre 2012) Une date est à l'étude pour mars-avril 2012.
- Suite au Conseil mondial de CGLU, fin 2011, et le succès de la réunion du groupe tourisme de CGLU, une rencontre ou un atelier de terrain pourra se tenir dans le cadre d'Africités à Dakar, et intégrer ainsi les travaux de la PFCTR sur le territoire pilote Sénégal.
- **1^{er} forum international des médinas fortifiées, Chefchaouen, les 27 et 28 janvier 2012**

À mi-chemin entre conservation du patrimoine, économie et aménagement urbain, l'événement soutenu par l'APDN (Agence pour la Promotion et le Développement du Nord) et le réseau des médinas fortifiées, traitera de la mise en valeur des médinas comme outil de développement local.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Thématiques

SANTÉ

Journée de la Coopération Décentralisée (JCD) « Santé en Afrique subsaharienne et Madagascar » de Cités Unies France : l'aboutissement d'une étude et le début d'une dynamique sous-régionale



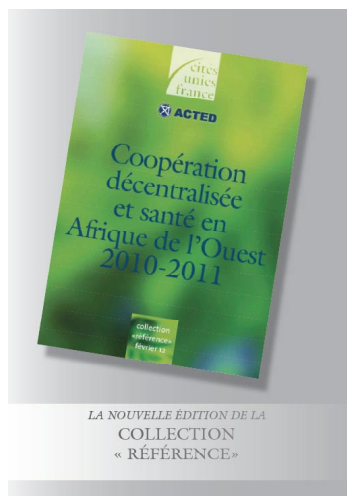
Cités Unies France s'est associée à l'ONG française ACTED et Convergences 2015 pour organiser une Journée de la coopération décentralisée sur « Santé en Afrique subsaharienne et Madagascar », couplée au 1^{er} Forum Pansons le Monde, le 25 janvier 2012.

Environ 380 participants, collectivités territoriales, ONG, fondations, institutions, chercheurs et étudiants ont échangé à propos de la coopération décentralisée dans la santé ; les convergences entre acteurs pour un accès universel à la santé les principaux thèmes abordés ont été ; le renforcement des systèmes de santé, les questions sur la nutrition et sur l'accès aux médicaments, et les financements pour la santé dans les pays du Sud.

Enfin, dans le cadre de cette initiative, ACTED et Cités Unies France ont co-présenté les résultats de l'étude menée depuis fin 2010 « Coopération décentralisée et Santé en Afrique subsaharienne et Madagascar ».

Cette étude dresse une analyse d'un domaine traditionnel de la coopération décentralisée en Afrique de l'Ouest et Madagascar : la santé. Il s'agit, pour la première fois, de préciser les contours de cette coopération et de donner aux collectivités territoriales des repères opérationnels dans ce secteur.

Pour commander cette étude, remplissez le bon de commande qui se trouve sur le site de CUF, à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1405>



Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Santé)
Constance Koukouï, chargée de mission (Sécurité alimentaire)
Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Santé, Economie)
Virginie Rouquette, chargée de mission (Culture)

CULTURE

Collectivités territoriales et Institut français : les leviers de l'action culturelle extérieure

L'Institut français a réuni le 19 janvier dernier au Sénat les services des relations extérieures ainsi que les services culture des collectivités territoriales françaises afin de débattre et faire avancer leur partenariat. Un procès-verbal de la journée sera prochainement disponible.

ÉCONOMIE

Séminaire « La dimension économique du développement durable dans la coopération décentralisée : quelles synergies ? », le 1^{er} et 2 mars 2012

La Délégation pour l'Action extérieure du ministère des Affaires étrangères et européennes, le Conseil National des Economies Régionales (CNER) et Cités Unies France, en liaison avec l'Agence française de Développement, co-organisent un séminaire sur « La dimension économique du développement durable dans la coopération décentralisée : quelles synergies ? », les 1^{er} et le 2 mars prochains, au Comité d'expansion du Val d'Oise, à Cergy Pontoise.

Plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique112>

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Une crise alimentaire en 2012 menace plusieurs pays de la bande sahélienne et provoque une grande inquiétude. Des populations en Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad sont particulièrement concernées.

Les collectivités locales françaises, très nombreuses à mener des coopérations dans cette région d'Afrique, se sont retrouvées le 19 janvier 2012 dans les locaux de Cités Unies France.

Les groupes-pays Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger reviendront sur cette situation et détermineront, s'il y a lieu, les modalités éventuelles d'une mobilisation, collective ou non.

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1427>

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org
Courriel : c.koukouï@cites-unies-france.org
Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org
Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Eau-Assainissement

L'espace France du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau

Le pavillon France, d'environ 900 m², rassemblera l'ensemble des acteurs français de l'eau (collectivités, ONG, établissements publics, entreprises, agences de bassin, Etat, etc.), pour montrer à l'ensemble des participants étrangers la spécificité française de la gouvernance des ressources en eau (jeu multi-acteurs, gouvernance des bassins, rôles de l'Etat et des collectivités, etc.).

Ce pavillon se compose d'un espace central (qui doit accueillir des réunions et des side-event), quatre pôles thématiques (dont un dédié à la solidarité internationale et la coopération décentralisée), et, de stands individuels (sur le pourtour du pavillon).

Un stand commun, à l'entrée du pavillon, sera dédié aux associations d'élus (petit espace d'environ 15m² pour l'AMGVF, AMF, CUF etc.). Il sera possible d'y organiser des rendez-vous.

À noter : Le 15 février 2012 se tiendra, à Barcelone, une réunion de haut niveau du processus « Autorités locales » entre CGLU, le Conseil Mondial de l'Eau et certaines associations nationales d'élus locaux (dont Cités Unies France).

Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME)

En parallèle du Forum Mondial de l'Eau, se tiendra le Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME) du 14 au 17 mars, principalement au Doc des Suds de Marseille.

Le jeudi 15 mars, de 13h 30 à 16h00, une table ronde spécialement consacrée à la coopération décentralisée est organisée par le FAME. Cités Unies France sera présent. Pour en savoir plus sur cette table ronde, contacter : Jean-Loup Englander - courriel : jlenglander@yahoo.fr.

Site Internet dédié au FAME : www.fame2012.org/fr.

Faire venir des partenaires étrangers au Forum Mondial de l'Eau

La DAECT possède des crédits pour aider les collectivités françaises à faire venir leurs partenaires de coopération décentralisée de pays en développement. De même, l'AIMF et certaines agences de bassin participent financièrement aux frais de déplacement de certains élus locaux du Sud (francophones appartenant au réseau pour l'AIMF).

FORUM MONDIAL DE L'EAU,

12 - 17 mars 2012, à Marseille, Parc Chanot

Le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, co-organisé par le Conseil Mondial de l'Eau, la France et la Ville de Marseille, aura lieu à Marseille, du 12 au 17 mars 2012, au Parc Chanot – Palais des Congrès et des Expositions de Marseille. Intitulé le « Forum des Solutions », il fait suite à celui d'Istanbul (mars 2009), et devrait accueillir plus de 30 000 personnes.



Journées spéciales Autorités locales et régionales : les 14 et 15 mars 2012

Les 14 et 15 mars prochains aura lieu la « 3^{ème} Conférence Internationale des Autorités Locales et Régionales », dans le cadre du Forum Mondial de l'Eau. Le programme de ces 2 journées est en cours d'élaboration par le Conseil mondial de l'Eau et CGLU. Il devrait porter sur thèmes suivants : eau et urbanisation, gouvernance et services d'assainissement, prévention des conflits, culture dans la gouvernance locale, coopération internationale et solidarité, solutions en matière d'eau et d'assainissement, etc.

Déclaration des autorités locales et régionales et « Pacte d'Istanbul pour l'Eau »

Un « préambule politique » du Pacte d'Istanbul pour l'Eau est en cours d'élaboration. Cités Unies France a relayé les demandes de propositions d'amendements et de messages politiques forts formulées par CGLU et le Conseil Mondial de l'Eau. Différentes associations d'élus françaises travaillent aussi à des propositions.

La déclaration ministérielle du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau

La déclaration ministérielle est le texte final qui sortira du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, après négociation entre Etats. Il revenait à la France de rédiger le « draft 0 » de ce document, sur la base duquel les négociations interétatiques vont commencer. Ce « draft 0 » est particulièrement avancé en ce qui concerne la reconnaissance du rôle des autorités locales. Extraits : « Les villes ont un impact positif en matière de santé publique, de création d'emplois et d'utilisation efficace des ressources (...) Les solutions passent par l'amélioration des processus de planification urbaine au niveau local et des politiques intégrées entre administrations et agences, en prenant en compte les interactions entre les villes et les zones rurales qui les entourent. Les autorités locales et régionales sont au cœur de ces politiques intégrées et devraient être encouragées à mettre en œuvre le pacte d'Istanbul pour l'eau lancé lors du 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau. (...) La bonne gouvernance de l'eau requiert des plateformes multi-acteurs facilitant la participation de tous, y compris des populations indigènes et marginalisées et des autres groupes vulnérables, et la promotion de l'égalité femme-homme, la démocratie et de l'intégrité. Étant donné le rôle particulier des autorités locales et régionales, nous reconnaissons le besoin de renforcer en tant que de besoin leur capacité pour assumer leurs responsabilités... ».

Site Internet dédié au 6^{ème} Forum : www.worldwaterforum6.org

Pour plus d'informations :

Sarah Schönfeld, chargée de mission

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Institutions européennes

Les instruments extérieurs de l'UE : la nouvelle programmation 2014-2020

La Commission européenne a publié en décembre dernier ses propositions pour la nouvelle programmation d'aide extérieure de l'Union (période 2014-2020).

La proposition de la Commission comporte 9 programmes géographiques et thématiques pour un budget total de 96 milliards d'euros.

Selon « l'approche différenciée » adoptée pour cette nouvelle programmation, l'aide sera concentrée sur les pays qui en ont le plus besoin. Un certain nombre de pays, considérés comme pouvant assurer seuls leur développement, seront ainsi écartés de l'aide bilatérale. Ces pays bénéficieront toutefois de financements mêlant subventions et prêts.

Une des nouveautés majeures de cette programmation est l'apparition d'un **nouvel instrument de partenariat** qui « permettra à l'UE de poursuivre des objectifs allant au-delà de la coopération au développement avec les pays industrialisés, les économies émergentes et le pays où l'UE a d'importants intérêts ».

L'instrument de coopération au développement (ICD) qui comprend l'actuel programme « acteurs non-étatiques et autorités locales » a été modifié. Il comprendra des programmes géographiques, deux programmes thématiques et un programme panafricain (dans la logique du partenariat UE-Afrique).

Le programme actuel « acteurs non-étatiques et autorités locales » prendra le nom « organisations de la société civile et autorités locales » et son enveloppe sera augmentée, passant de 1,6 à 2 milliards d'euros.

« Communication sur l'engagement de l'UE en faveur de la société civile et des autorités locales dans le développement »

La direction générale « développement et coopération » (DEVCO) de la Commission européenne a lancé un projet de communication sur le rôle des organisations de la société civile et des autorités locales dans le développement, un des points clé du programme pour le changement.

La Commission considère qu'au moment où l'Union européenne prépare ses futurs instruments de coopération extérieure (pour la programmation 2014-2020), il est important de réaffirmer son soutien aux organisations de la société civile et aux autorités locales en tant qu'acteurs du développement et de relancer la dynamique de partenariat instaurée par le Dialogue Structuré.

Cette communication redéfinira un cadre de travail clair pour le partenariat entre l'UE, la société civile et les autorités locales. Elle intégrera également les résultats du forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui a eu lieu en décembre dernier en Corée.

Pour plus d'informations sur le projet de communication (prévue pour octobre 2012) : http://ec.europa.eu/governance/impact/planned_ia/roadmaps_2012_en.htm#DEVCO

ACTUALITÉS INSTITUTIONS EUROPEENNES

FORMATION : Pôle d'expertise européenne - formation : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »

La nouvelle session de formation sera proposée courant avril, les dates seront communiquées prochainement. Vous pouvez dès à présent manifester votre intérêt auprès de Cités Unies France pour cette nouvelle session de formation.

Réunion sur l'appel à propositions ANE/AL objectif 2 « éducation au développement »

Cités Unies France a organisé le 6 janvier une réunion spécifique sur l'objectif 2 « éducation au développement » de l'appel à propositions ANE/AL dont l'enveloppe a été augmentée par rapport aux années précédentes.

Cette réunion a rassemblé une trentaine de participants qui ont échangé à propos de leurs projets en cours et d'éventuels partenariats.

Les participants ont rappelé les difficultés qu'ont les collectivités à répondre aux appels à propositions de la Commission et à voir leurs projets acceptés. Lors du dernier appel ANE-AL de 2009, 4 collectivités françaises seulement ont obtenu des financements européens et aucune sur l'objectif 2 « éducation au développement ».

Les collectivités ont également souligné leurs difficultés à trouver des partenaires pour les actions d'éducation au développement en Europe. Travailler sur des thématiques concrètes (comme la gestion de l'eau, l'agriculture biologique ou le développement durable) est une solution efficace pour créer des partenariats autour de projets d'éducation au développement. Platforma peut diriger les collectivités qui le souhaitent vers des partenaires européens potentiels.

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réunion du bureau exécutif de CUF	CUF	1 ^{er} février	CUF
Réunion du collège «Collectivités territoriales/Associations d'élus» du PFVT	CUF	1 ^{er} février (après-midi)	PFVT / CUF
Réunion « AGORA »	CUF	1 ^{er} février (après-midi)	CUF
Réunion groupe de travail « Les collectivités territoriales face aux crises & catastrophes »	CUF	1 ^{er} février (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Niger	CUF	7 février (matin)	CUF
Réunion du comité de pilotage Programme « ANIYA »	CUF	7 février (après-midi)	CUF
Séminaire de France Volontaires	Saint-Jacut (22)	8 - 9 février	France Volontaires
Conférence internationale GART-CODATU Débat sur le 1% Transport	Paris	9 février	GART-CODATU
Réunion du groupe-pays Togo	CUF	9 février (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Argentine	CUF	9 février	CUF
Conférence publique : « Jeunesse euro-méditerranéenne : de l'indignation à l'engagement »	Lyon	10 février	INJEP
Réunion plénière du Comité des Régions	Bruxelles	15 février	Comité des Régions / Union européenne
Réunion préparatoire aux journées ALR du 6 ^{ème} Forum Mondial de l'Eau	Barcelone	15 février	CGLU / CME
Réunion du groupe thématique Jeunesse	CUF	17 février	CUF
Rencontres franco-mexicaines de la coopération décentralisée	Bordeaux	23 - 24 février	Comité de pilotage/ Communauté urbaine de Bordeaux
Réunion d'information sur les appels à projets ANE-AL (In Country)	CUF	1 ^{er} mars (matin)	Union européenne / CUF
6 ^{ème} Forum Mondial de l'Eau	Marseille	12 - 17 mars	Comité d'organisation
Réunion du groupe-pays Brésil	CUF	1 ^{er} mars (après-midi)	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
« ExperienciaAmérica » : Sommet hémisphérique des Autorités locales - VI ^e Congrès latino-américain des villes et des autorités locales	Santiago de Chile	20 - 23 mars	Comité d'organisation
Réunion du groupe-pays Mali	CUF	22 mars	CUF
COFIL Programme concerté Maroc	Ifran	22 - 24 mars	PCM
Réunion du groupe-pays Madagascar	CUF	27 mars (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Bénin	CUF	28 mars	CUF
Réunion du groupe-pays Turquie	Paris	30 mars	CUF
Quatrième réunion du comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	CUF	Mars (date à préciser)	Comité de pilotage
Forum de Platforma « Gouvernance des territoires et partenariats multi-acteurs : Enjeux en Europe et dans les pays partenaires »	Florence	2 - 3 avril	Platforma
Réunion du bureau exécutif de CUF	CUF	4 avril (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Inde	CUF	4 avril	CUF
Nouvelle session de formation : « Comment accéder aux financements européens ? »	Paris	Avril (date à préciser)	CUF
Sommet Rio + 20	Rio de Janeiro	20 - 22 juin	ONU
3 ^{ème} Forum de la coopération internationale des collectivités	Paris Palais des Congrès	2 - 3 juillet	CUF / ICIC
Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Chartres	27 - 31 août	Comité de pilotage
Université d'été du CRID	Lyon	4- 7 juillet	CRID
6 ^{ème} Forum Urbain Mondial	Naples	1 - 7 septembre	ONU-Habitat

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2011)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2012
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2010!)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2012
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2012
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2012



Publications

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vientamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales	2008
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



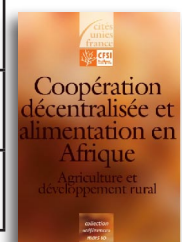
Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REFo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REFo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REFo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REFo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REFo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011



Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€



AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€
------	--	------	-----

Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2009	30€
-------	---	------	-----





9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41
Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org